

[Texte]

Mr. Drury: Well, these are the ones on which emphasis is being placed to counteract the seasonal unemployment problem. Now, we have a whole lot of other programs. I am not sure whether it is not being supplemented here, but we have a very large program for vocational training designed to prepare people either for jobs or better jobs. This is an anti-unemployment measure. This is one of them that is not being supplemented here. I take it that the member would like to know all the things we are doing in relation to the provision of job opportunities, and this includes a very large part of the operations of the Department of Industry, Trade and Commerce directed towards this end.

• 1040

Mr. Mather: Mr. Chairman, if the Minister of that department would provide that, I would find it very interesting. I do not know if other members of the Committee would be interested to know, but it seems to me the significant thing in the Supplementary Estimates is that something like 90 per cent of them are geared to the relief of unemployment or the creation of jobs. These are objectives which we naturally support, but if we find that it takes a billion dollars in just supplementary estimates for these listed programs to do that, the thought that I have is, are we spending the money wisely? If we spend that money, could we not get better results? I heard the other day that the unemployment rate today is the same as it was—or rather worse that it was—10 years ago under a different government. If we consider that we are spending all this money hopefully to create jobs—and we have to, I suppose—it is a rather bad sidelight on our economy, surely.

Mr. Trudel: On a point of order, Mr. Chairman, before the Minister answers.

The Chairman: Mr. Trudel on a point of order.

Mr. Trudel: I do not want to distract my colleague, but he was quoting a figure of \$500. The Supplementary Estimates should be \$11 billion if we use \$500. I think it should be \$50 per person, rather than \$500.

Mr. Mather: Thank you very much for that correction.

The Chairman: Thank you, Mr. Trudel.

Mr. Mather: That would make it about \$200 for a family.

Mr. Comtois: With two kids.

Mr. Mather: Mr. Chairman, from my political background I see that we could say that we are, in effect, giving a \$1 billion shot in the arm in Supplementary Estimates to a failing or rather sickly economic system which does not function to provide work and employment properly. That might be a comment from my side.

Mr. Drury: I am not sure, Mr. Chairman, whether Mr. Mather wants to comment on that. But the fact of the matter is that new jobs are being created in Canada at a faster rate, and have been over the past three years, than in any of the other industrialized countries.

Mr. Nielsen: Mr. Chairman, on a point of order.

[Interprétation]

M. Drury: Eh bien, ce sont là les principaux programmes auxquels on s'attache particulièrement pour contrecarrer le problème du chômage saisonnier. Nous avons, en outre, tout un ensemble d'autres programmes. Je ne sais pas s'il en est fait mention ici, mais nous avons un programme très important pour la formation professionnelle visant à préparer les gens à des emplois ou à de meilleurs emplois. C'est également une mesure contre le chômage. C'est l'un des crédits qui ne fait pas l'objet d'un supplément budgétaire. Je crois comprendre que le député voudrait connaître toutes les mesures que nous prenons en ce qui concerne la création d'emplois et ceci comprend une grande partie des activités du ministère de l'Industrie et du Commerce entreprises dans ce but.

M. Mather: Monsieur le président, il me paraît très intéressant que le ministre nous fournisse ces renseignements. Je ne sais pas si les autres membres du comité souhaitent les connaître, mais il me semble que l'essentiel du budget supplémentaire réside dans le fait qu'environ 90 p. cent des crédits doivent contribuer à réduire le chômage ou à créer des emplois. Il est évident que nous approuvons ce genre d'objectifs, mais s'il s'avère qu'il faut un milliard de dollars de crédits supplémentaires pour que les programmes cités soient efficaces, je me demande si nous dépensons les fonds de manière avisée. Si nous dépensons cet argent, les résultats ne peuvent-ils pas être meilleurs? J'ai appri récemment que le taux de chômage aujourd'hui est le même—ou plutôt pire—qu'il y a dix ans lorsque le gouvernement était différent. Si nous pensons que nous dépensons tout cet argent dans l'espoir de créer des emplois, il semble que notre économie soit dans une assez mauvaise situation.

M. Trudel: Monsieur le président, j'invoque le règlement avant que le ministre ne réponde.

Le président: M. Trudel invoque le règlement.

M. Trudel: Je ne veux pas jeter la confusion dans l'esprit de mon collègue, mais il citait le chiffre de \$500. Dans ce cas, le budget supplémentaire devrait être de \$11 milliards. Je crois qu'il s'agit de \$50 par personne, plutôt que \$500.

M. Mather: Je vous remercie beaucoup de la rectification.

Le président: Merci, monsieur Trudel.

M. Mather: Cela reviendrait à environ \$200 par famille.

M. Comtois: Avec deux enfants.

M. Mather: Monsieur le président, d'après mon expérience politique, je crois pouvoir dire qu'en réalité, nous injectons la somme de \$1 milliard sous forme de budget supplémentaire à un système économique plutôt faible qui ne permet pas de fournir suffisamment d'emplois. C'est une observation personnelle.

M. Drury: Monsieur le président, je ne sais pas si M. Mather veut ajouter des observations. Il reste cependant qu'au cours des trois dernières années et encore actuellement, les emplois au Canada se créent à un rythme plus rapide que dans tout autre pays industrialisé.

M. Nielsen: Monsieur le président, j'invoque le règlement.